

[Text]

Mr. P. Johnston: She would certainly be paying more for a one-month loan than if it were an annualized one, on a percentage basis. It would not be as high as the discounters'.

Mr. Taylor: The other part was you mention the Indians. You are talking fairy tales. Our Indians are not illiterate. I have three Indian tribes. If anybody tried to do that sort of thing, he would be run off the reserve by the constables. Some of my Indians want this discounting, because they can go in there and get some money when they need it, not wait for a long time. I do not know where you are getting your stories from, but it is certainly not from Alberta.

Mr. P. Johnston: That may very well be; and as I mentioned to you, I could not verify that information. Mr. Orlikow has pointed out a column in the newspaper that was happening in Winnipeg or in Manitoba. It may not be happening... I certainly was not implying, and I do not think anyone in this room assumes I was implying, that Indians are illiterate, by any stretch of the imagination.

The point I was trying to make earlier is that for people who use discounters it is not necessarily a question of their not understanding what the issue is. It is being done in a situation where they are financially strapped, as they are all year round. That broader problem is what concerns us.

Mr. Taylor: And you are suggesting we go to the bank to solve that.

Mr. Domm: You seem to be very definite that you are opposed, as one other delegation, to income tax discounting. What would you say to your people if we were to make it illegal again? What do you say to your people when they cannot go to a bank and get it? What is your answer to those who file income tax returns and it takes a bit of time to get the money? Should it be illegal for them to have that money at a reasonable cost? Are you satisfied your people would unanimously support that?

Mr. P. Johnston: Mr. Domm, this is an issue, as I mentioned to you before, that we have spent a great deal of time talking about. I have laid out all the options to the people I report to. I am the messenger here. I am presenting to you their decision, their position. It is not mine. I am simply here as a mouthpiece for them.

At our annual meeting last year, once again we had a very long, thorough discussion about this issue. I said, these are the options we may very well be faced with: a reduction in the rate, a continuation of the *status quo*, or an end to discounting, which would mean you would not be able to discount, the people you work with would not be able to discount, the people they represent would not have access to discounters. They understood that very, very well; and even given that, they still recommended unanimously that NAPO's position should be to fight for a complete prohibition against tax discounting, and in addition to that, to try to work on the issue of the problem that low-income people have with access to financial services; being aware that this would mean in 1986 those people who use discounters next year, or last year, would not be able to go to

[Translation]

M. P. Johnston: En tout cas, elle paierait plus, proportionnellement, pour un prêt d'un mois calculé sur un an. Mais ce ne serait pas aussi élevé que le taux de l'escompteur.

M. Taylor: D'autre part, vous avez parlé des Indiens. Vous avez parlé de contes de fée. Nos Indiens ne sont pas illettrés. Dans ma circonscription, il y a trois réserves indiennes et, je peux vous assurer que si quelqu'un essayait ce genre de choses, il serait éjecté par la police. Parmi ces Indiens, il y en a qui veulent cette possibilité d'escompte, parce que cela leur permet d'obtenir de l'argent quand ils en ont besoin, cela leur évite d'attendre pendant longtemps. Je ne sais pas qui vous raconte ces histoires, mais elles ne viennent certainement pas d'Alberta.

M. P. Johnston: C'est fort possible. D'ailleurs, comme je vous l'ai dit, nous n'avons pas pu vérifier cette information. M. Orlikow a parlé d'un article dans un journal, à Winnipeg ou au Manitoba. Ce n'est peut-être pas vrai, et je n'ai jamais prétendu, je ne pense pas qu'on l'ait compris de cette façon-là, que les Indiens sont illettrés, certainement pas.

Ce que j'essayais d'expliquer, c'est que les gens qui font appel à des escompteurs ne se méprennent pas toujours sur la situation véritable. Le problème, c'est qu'ils se trouvent dans une situation financière désespérée, une situation qui dure toute l'année. C'est ce problème-là qui nous inquiète.

M. Taylor: Et vous pensez qu'il suffit de s'adresser à une banque pour le résoudre.

M. Domm: Vous semblez très opposé, comme une autre série de témoins, à l'escompte sur les remboursements d'impôt. Que feriez-vous si cela devenait de nouveau illégal? Que diriez-vous à vos membres s'ils ne pouvaient pas s'adresser à une banque? Que répondez-vous à ceux qui envoient leurs déclarations d'impôt et qui doivent attendre très longtemps le remboursement? Faut-il les empêcher d'obtenir cet argent immédiatement à un coût raisonnable? Vous êtes certain que vos membres sont tous d'accord?

M. P. Johnston: Monsieur Domm, comme je l'ai dit tout à l'heure, c'est un problème que nous avons mûrement réfléchi, dont nous avons longuement discuté. Nous avons énuméré toutes les options possibles, et je suis un simple messenger. C'est leur décision dont je vous fais part aujourd'hui, ce n'est pas la mienne, je suis ici simplement à titre de porte-parole.

A notre réunion annuelle, l'année dernière, encore une fois nous avons longuement discuté de ce problème. Je leur ai dit: voilà les options probables: une réduction du taux, le statu quo ou bien l'interdiction de l'escompte, c'est-à-dire que vous ne pourriez plus faire appel à des escompteurs, les gens avec lesquels vous travaillez ne pourraient plus le faire, les gens qu'ils représentent ne pourraient plus le faire non plus. Ils ont compris tout cela très clairement, et même dans ces conditions, ils ont tout de même recommandé à l'unanimité une interdiction complète de l'escompte des remboursements d'impôt, ajoutant qu'il faudrait essayer de trouver des solutions au problème financier des personnes à faible revenu. Ils savaient que cela signifiait qu'en 1986, les gens qui ont l'habitude de faire appel à des escompteurs ne pourraient plus le faire. Ils se